



Expertise en coopération technique pour la
coordination sectorielle du programme de
coopération

Rapport annuel 2017

Table des matières

I.	Introduction	3
II.	Analyse contextuelle et évolution sectorielle	3
III.	Activités et Résultats	5
3.1	ECT Marchés Publics et logistique	5
3.1.1	Domaine de résultats	5
3.1.2	Principales activités réalisées et résultats atteints	6
3.2	ECT Gouvernance	9
3.2.1	Domaines de résultats	9
3.2.2	Principales activités réalisées et résultats atteints	9
IV.	Analyse des résultats	13

Liste des acronymes

AI	Appui Institutionnel
ANO	Avis de Non Objection
ATI	Assistant Technique International
ATN	Assistant Technique National
CMO	Convention de Mise en Œuvre
CSMP&L	Centre de Services Marchés Publics et Logistique
CTB	Coopération technique Belge
ECT	Expert en Coopération Technique
EduMosu	Projet Education dans la Mongala et le Sud Ubangi
EST	Expertise Sectorielle et Thématique
IDH	Indicateur de Développement Humain
L&A	Service de contrôle de la conformité légale des engagements Enabel
MP	Marchés Publiques
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PRODADEKK	Programme de développement Agricole et de Désenclavement du Kwilu Kwango.
PRODAKOR	Programme de Développement Agricole du Kasai Oriental.
PRODEKOR	Programme de désenclavement du Kasai Oriental.
RC	Renforcement des Capacités.
SR	Sous Résultat
TdR	TdR
UBW	Unit4 Business world. Firme de système de gestion informatique.

I. Introduction

La CMO pour la mise en place d'une Expertise en Coopération Technique a été signée entre la CTB et le Ministère de la Coopération au Développement le 24 novembre 2016. Le processus de recrutement des ECT s'est déroulé sur l'année 2017, dans la perspective d'une équipe complète et opérationnelle en janvier 2018.

Les deux premiers ECT ont pris fonction respectivement en décembre 2016 pour l'ECT marchés publics et logistique, et en juin pour l'ECT Gouvernance sur un poste à mi-temps. Afin de préciser les missions définies dans la CMO par domaine de Résultats, un cahier des charges des ECT Gouvernance et ECT MP a été élaboré : il précise par grands domaines, les objectifs, résultats attendus, et les principales actions. Les trois autres ECT ont pris fonction respectivement en janvier 2018 pour l'ECT Agriculture et pour l'ECT Education Formation Emploi, et en février 2018 pour l'ECT Infrastructures.

Par ailleurs, il paraît nécessaire de préciser que des contraintes budgétaires et une réorientation politique des actions liées à l'entretien des pistes rurales ont limité en 2017 les marges de manœuvre des interventions mise en œuvre par la CTB, diminué en conséquence la portée de l'action des ECT, en particulier au niveau des marchés publics dont le nombre a diminué, et augmenté par contre les besoins d'appuis et de coordination pour la gouvernance du secteur.

II. Analyse contextuelle et évolution sectorielle

La RDC reste plongée dans une période d'instabilité politique, sécuritaire et économique profonde. Le pays est extrêmement fragile, et cette fragilité est caractérisée par :

- La faible légitimité des institutions étatiques qui découle d'un processus électoral inachevé notamment au niveau local, et repoussé depuis plus d'un an au niveau national ; ce statu quo contribue à renforcer les tensions politiques et l'instabilité à travers le pays, en particulier dans les grandes villes ;
- La faiblesse structurelle et la volonté de l'autorité de l'Etat et de la puissance publique à assurer à minima ses fonctions régaliennes essentielles, dont notamment la sécurité et l'application de l'état de Droit sur l'étendue du territoire national ;
- La faible capacité d'offrir un accès équitable aux services et à des services de qualité aux populations.

Sur le plan politique

Les élections qui devaient se tenir en 2016 n'ont pas eu lieu. La RDC a plongé dans l'inconnu en 2017, avec une majeure partie de ses institutions dans l'illégitimité par défaut d'avoir pu organiser ses élections locales, provinciales, présidentielle et législatives. Parmi les 3 scénarii d'évolution possible identifiés dans le cadre des travaux d'ACROPOLIS, c'est le premier scénario « Kabila continue » qui s'est finalement concrétisé : instrumentalisation d'une partie de l'opposition, manifestations sous contrôle ; l'opposition est pour le moment divisée et incapable de se présenter comme une alternative viable ; la rue éprouve de grandes difficultés à peser sur le politique, et elle est sous contrôle du fait de la répression... Malgré une position clairement affirmée pour des élections libres transparentes et inclusives sur l'ensemble du territoire congolais de la part de l'église catholique du Congo, rejointe récemment par les églises évangélistes, celles-ci n'ont pas eu lieu en décembre 2017 comme le prévoyait l'accord de la Saint Sylvestre. Le pays continue d'avancer dans

l'inconnu, malgré une pression de plus en plus forte de la communauté internationale sur le pouvoir en place.

Sur le plan sécuritaire

Les facteurs de risque sont nombreux : prolifération de groupés armés (FDLR, ADF, FNL...) et de milices, en particulier dans l'Est et dans le Grand Nord ; fragilité du système de sécurité (sous financement de l'armée, alliance avec des pays voisins...) ; prolifération des armes légères... Ces facteurs de risque contribuent à plonger certaines parties du territoire national dans l'instabilité et la violence.

En outre la région du grand Kasaï a vécu une grande période d'instabilité et de violence avec la révolte du chef coutumier Kamuina Nsapu contre l'autorité de l'Etat sur fond de crise politique. A partir d'avril 2016, face à la répression, le Kasaï s'est embrasé durant plusieurs mois, avec pour effets des déplacements importants de population, des massacres, des exécutions publiques. Selon l'UNICEF, au moins sept millions de personnes auraient été affectées de manières différentes du fait de cette crise. Le Kasaï est une zone d'intervention de CTB/Enabel.

Sur le plan économique

Le taux de croissance de l'économie congolaise a décliné en 2016 passant de 6,9 % en 2015 à 2,5% mais pourrait repartir à la hausse pour atteindre 4,0 % en 2017, avec une remontée anticipée du prix des matières premières du pays. Toutefois, cette croissance demeure faible face aux défis de développement du pays, et elle est peu redistributive.

Sur le plan social

La RDC a enregistré quelques progrès en matière de développement humain (d'un IDH de 0.443 en 2014 à 0.464 en 2016), malgré le contexte politico – sécuritaire fragile, du fait essentiellement de politiques d'éducation et de santé volontaristes en lien avec le Programme National Stratégique de Développement.

Quoiqu'il en soit, l'absence de contrat social, la pression démographique, les conflits fonciers, les divisions sociétales contribuent à maintenir en situation de pauvreté une grande partie de la population congolaise, et à maintenir voire renforcer les inégalités.

Sur le plan de la gouvernance

Le « Ibrahim Index of African Governance » classe la RDC 48ème sur 54 pays africain¹. Ce qui en fait l'un des pays africains où la gouvernance est la moins bonne.

En outre, bien que la RDC se soit lancée dans une réforme ambitieuse du climat des affaires, le classement à la 184^{ème} place sur 190 pays au rapport « doing business » de la Banque Mondiale montre les efforts et défis à relever pour améliorer les services administratifs, lutter contre la corruption, réduire l'insécurité juridique et judiciaire, et palier aux carences de main d'œuvre qualifiée ainsi qu'aux difficultés d'accès au crédit et au capital financier.

Dans ce contexte particulier d'extrême fragilité et d'incertitude sur l'avenir, intervenir en RDC demande d'accepter de prendre un certain nombre de risques et d'adopter des

¹L'Indice Ibrahim est élaboré par une équipe de personnalités et de politologues, autour de 95 indicateurs. Il ambitionne d'évaluer objectivement la gouvernance des États : corruption, droits de l'homme, vie politique, enseignement, santé... Les pays du continent sont passés au crible en recoupant les données recueillies par un réseau d'experts, utilisant des données diverses telles que des statistiques gouvernementales, ou d'institutions internationales et d'organisations non gouvernementales, complétés de sondages d'opinions. Les pays reçoivent ensuite une note sans complaisance (de 1 à 100) et font l'objet d'un classement.

postures souples si l'on souhaite répondre au défi de re-créer la puissance publique, réduire les inégalités d'accès aux services, et améliorer la qualité de vie des habitants.

III. Activités et Résultats

3.1 ECT Marchés Publics et logistique

3.1.1 Domaine de résultats

Domaine de résultats 1 : Expertise technique et renforcement des capacités

SR1 : Le Centre de Service MP/Log Enabel    Kinshasa, correctement managé, est totalement fonctionnel, efficace et efficient.

Domaine de résultats 2 : Appui aux programmes

SR2 : Les fonctions MP et logistique de toutes les interventions en RDC sont coordonnées et les pratiques sont harmonisées.

SR3 : L'équipe du CSMP&L et les cellules MP des programmes sont appuyées et suivies afin de délivrer des services efficaces et efficientes.

SR4 : L'équipe du CSMP&L et les cellules logistiques des programmes sont appuyées et suivies afin de délivrer des services efficaces et efficientes.

3.1.2 Principales activités réalisées et résultats atteints

EXPERTISE TECHNIQUE ET RC	
Sous Résultat 1	Indicateurs
Le Centre de Service MP/Log Enabel à Kinshasa, correctement managé, est totalement fonctionnel, efficace et efficient.	Temps de traitement des dossiers MP par le CSMP&L.
1.1 Installer et manager l'équipe	-Installation du Centre dans des locaux loués et pourvus de tout le matériel nécessaire pour le fonctionnement -Le cadre de l'équipe prévue est en place et fonctionnel.
1.2 Assurer la bonne gestion administrative et financière	-Résultats des contrôles de la caisse -Résultats d'audits
Activités principales SR1 -Mise en place du Centre de Service Marchés Publics et Logistique tant au niveau matériel (emplacement et équipement) qu'au niveau du personnel (recrutement, coaching et formation) -Application, uniformisation et amélioration des méthodes de travail (fonctionnement interne) -La caisse et le fonctionnement sont contrôlés deux fois par mois par la Cel Fin de la Représentation. En outre des contrôles inopinés de la caisse sont faits par le Coordonnateur.	
Résultats principaux SR1 -Le Centre de Service MP/Log est mis en place (Bâtiment Capimmo, local H1-1) et dispose de toute l'infrastructure et les moyens nécessaires pour bien fonctionner. -3 personnes supplémentaires ont été recrutées. Le personnel est au complet et est formé. -Durant la première année l'application des méthodes de travail ont été assurées (tout le personnel utilise les mêmes templates standardisées (repris dans la base de données) et améliorées ainsi que le Manuel MP/Log. -Pas de remarques émises par la Cel Fin de la Représentation concernant la caisse du Centre. Pas de constats de problèmes par le Coordonnateur.	

APPUI AUX PROGRAMMES	
Sous Résultat 2	Indicateurs
SR2 : Les fonctions MP et logistique de toutes les interventions en RDC sont coordonnées et les pratiques sont harmonisées.	- Constats des auditeurs / harmonisation des pratiques MP par les interventions.
1. Les directions des programmes sont conseillées et appuyées dans ces domaines	- Nombre d'échanges formels d'informations - Nombre de rencontres
2. L'assurance qualité des équipes et des opérations en matière MP et Logistique est assurée	- Nombre de dossiers de spécifications techniques refusés/corrigés
3. Les capacités de tous les acteurs (internes et externes) impliqués dans les processus MP et	- Nombre de formations organisées - Nombre d'appuis spécifiques

Logistique sont renforcées	
Activités principales SR 2 :	
<p>-Les Directions des programmes sont informées régulièrement (bihebdomadaire) de la situation des MP. Il y a plusieurs fois par année (à Kinshasa) des journées de rencontre avec les Coordonnateurs (en Juin 2017 et Octobre 2017) pendant lesquelles des discussions dans le domaine MP/Log sont prévues. En outre, lors de chaque passage à Kinshasa, il y a des contacts de coordination (1.1)</p> <p>-Pendant la première année, les dossiers MP/Log ont été soigneusement contrôlés sur cohérence et qualité (aussi bien la partie juridique que la partie technique). Des échanges multiples ont eu lieu (1.2 et 1.3). Aucun dossier n'a pu être lancé sans correction au niveau technique. Trois dossiers techniques ont été refusés et ont dû être revus dans leur intégralité (concept, contenu, spécifications)</p> <p>-Information/formation/sensibilisation/renforcement des capacités des équipes sur tous les aspects des MP/Log/</p> <ul style="list-style-type: none"> - Lors des missions d'appui aux interventions : projet Edumosu, programme Tshopo (2 formations) ; - Lors de cours organisés au Centre de Service MP/Log : Prog Santé, Prog Kasai, Edumosu, équipes de Kinshasa. 	
Résultats principaux SR 2 :	
<p>-Les directions des programmes sont appuyées et informées.</p> <p>-Deux rencontres organisées avec les coordonnateurs et plusieurs « ad hoc » à d'autres moments</p> <p>-Tous les dossiers sont contrôlés et corrigés dans le domaine technique.</p> <p>-Trois missions d'appui aux interventions : le projet Edumosu (appui MP et Log) et le programme Tshopo (2 formations) ont été appuyés</p> <p>-Quatre cours organisés au Centre de Service MP/Log : Prog Santé, Prog Kasai, Edumosu, équipes de Kinshasa.</p>	

APPUI AUX PROGRAMMES	
Sous Résultat 3	Indicateurs
SR3 : L'équipe du CSMP&L et les cellules MP des programmes sont appuyées et suivies afin de délivrer des services MP efficaces et efficients.	- Observations des auditeurs / MP.
1. Assurer le suivi des dossiers de marchés publics auprès des instances compétentes	- Nombre de dossiers introduits auprès de L&A et le Conseil d'administration
2. Développer des outils de gestion, en particulier assurer la mise en ligne de la base de données MP de manière à ce qu'elle soit accessible à tous les programmes en RDC	- Mise en ligne de la base de données MP. - Connaissance et utilisation de la base de données MP par tous les acteurs concernés.
3. Améliorer les normes existantes (manuels, guides, fiches techniques...)	- Actualisation et partage du manuel MP/Log adapté aux nouvelles réglementations.
4. Superviser la gestion du matériel, des véhicules, et des infrastructures	- -Existence et complétude de l'inventaire du matériel. - Observations des auditeurs. - -Existence de contrats de location et d'assurance
5. Appui lors des importations en exonérations	- Nombre de dossiers d'exonérations

	réalisés.
6. Appui dans le domaine des assurances des véhicules	- Nombre de contrats d'assurance
7. Contractualisation des MP, la rédaction du volet juridico-administratif des cahiers des charges est assurée	- Nombre de contrat signés
<p>Activités principales SR 3 :</p> <ul style="list-style-type: none"> -le Centre de Service MP/Log (Cel MP) transmet tous les dossiers >200.000 € à L&A pour ANO afin d'obtenir le mandat ad hoc du Conseil d'administration. -Un MP de Service a été lancé afin de réaliser la mise en ligne de la base de données -Le manuel a été partiellement révisé et des échanges avec les utilisateurs ont eu lieu -La gestion du matériel est décentralisée. De ce fait, le Centre supervise la gestion de son matériel, ses véhicules, et ses infrastructures. -Accompagner les importations en exonération pour des véhicules via contrat cadre, pour les projets et pour les déménagements privés. -La gestion des assurances pour véhicules est faite en permanence par le Centre de manière centralisée. -signer des contrats MP 	
<p>Résultats principaux SR 3 :</p> <ul style="list-style-type: none"> -En 2017, le Centre a transmis 4 dossiers >200.000 € à L&A pour ANO. Aucun dossier n'a été refusé. -Le contrat de service pour la mise en ligne de la base de données a été conclu en 2017. -Le manuel MP/Log a été revu partiellement et il sera encore adapté début 2018 à cause de changements dans la législation (nouvelle version sera publiée en Mai 2018) -Conclusion de 285 contrats d'assurance -Importation en exonération de 11 véhicules (9 CTB, 2 privés) et deux déménagements privés, 32 dossiers dans le cadre de MP. -inventaire, contrat de location et d'assurance pour le Centre existent -116 contrats MP signés 	

APPUI AUX PROGRAMMES	
Sous Résultat 4	Indicateurs
<p>SR4 : L'équipe du CSMP&L et les cellules logistiques des programmes sont appuyées et suivies afin de délivrer des services efficaces et efficients.</p>	<p>- Observations des auditeurs / logistique.</p>
<p>1. Appuyer la Logistique des programmes (mise en place d'outils améliorés de suivi des achats, des inventaires, des véhicules...) 2. Développer des outils de gestion.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Base de données Log développée - Contractualisation d'un contrat de service pour le développement d'une base de données Log.
<p>Activités principales SR 4 :</p> <ul style="list-style-type: none"> -Etude préliminaire des TdR pour le marché de service « base de données Log » 	
<p>Résultats principaux SR 4</p> <p>Etude préliminaire des TdR pour le marché de service « base de données Log » faite mais on doit attendre la mise en application de UBW en RDC pour continuer (éviter des doublons).</p>	

3.2 ECT Gouvernance

Pour l'ECT Gouvernance, 6 axes de travail ont été priorisés pour second semestre 2017 et 2018. Ces **six axes de travail** s'inscrivent dans les trois domaines de résultats. La CMO ECT organise les missions et résultats à atteindre en deux grands domaines (coordination sectorielle, expertise technique).

3.2.1 Domaines de résultats

Domaine de résultats 1 : Expertise technique et renforcement des capacités.

SR1 : Stratégie RC : Capitaliser, formaliser, et diffuser les approches, stratégies, méthodes et pratiques « utiles » de renforcement de capacités

Domaine de résultats 2.1 : Appui aux programmes

SR2 : Fragilité de Droits Humains : Les approches « Fragilités » et « Droits Humains » sont prises en compte de manière opérationnelle dans les programmes, et de manière stratégique dans les réflexions

SR3 : Gouvernance sectorielle : Les problématiques spécifiques à la gouvernance, et au renforcement de capacités sont mieux prises en compte par les programmes sectoriels, ce qui contribue à renforcer la durabilité des résultats et impacts des programmes

SR4 : Compréhension et analyse de contexte : Les capacités internes de compréhension et d'analyse des contextes d'intervention sont renforcées et permettent d'ajuster les interventions

Domaine de résultats 2.2 : Rôle d'interface

SR5 : Réflexions stratégiques : Les réflexions stratégiques de la CTB dans le cadre de la coopération belgo-congolaise sont appuyées et renforcées dans le champ de la Gouvernance.

SR6 : Veille et interface sur les questions de gouvernance (bonne gouvernance, gouvernance territoriale, gouvernance sectorielle)

3.2.2 Principales activités réalisées et résultats atteints

EXPERTISE TECHNIQUE ET RC	
Sous Résultat 1	Indicateurs
1. Les stratégies, approches, méthodes de renforcement des capacités (RC) dans les programmes et interventions sont valorisées et renforcées	Nombre de programmes et interventions ayant renforcé leurs stratégies, approches et méthodes RC
1.1 Une stratégie de renforcement des capacités en RDC est élaborée avec les équipes programmes	- Existence d'un document interne de référence pour la stratégie RC en RDC

2.1 Les ATI / ATN RC s'approprient la stratégie et l'utilisent pour améliorer leur action	- Niveau de connaissance et de maîtrise de la stratégie par les ATI / ATN RC - Degré d'utilisation de la stratégie RC RDC pour formuler ou améliorer les approches et stratégies RC des interventions
Activités principales SR1	
<ul style="list-style-type: none"> - Un premier travail d'état des lieux des stratégies élaborées par les programmes et les interventions est en cours. - Sur cette base, un premier travail de synthèse et d'analyse est en cours pour préparer l'élaboration d'un document stratégique et méthodologique propre à Enabel RDC, en lien avec les orientations Enabel 	
Principaux résultats SR1	
<ul style="list-style-type: none"> - Etat des lieux des stratégies et pratiques de RC en cours 	

APPUI AUX PROGRAMMES	
Sous Résultat 2	Indicateurs
2. Les approches d'intervention en situation de fragilité et Droits de l'Homme sont mieux comprises et appropriées par les équipes programme	Nombre d'intervention ayant mis en place des approches / actions innovantes prenant en compte la fragilité et/ou les Droits de l'Homme
2.1 Une stratégie et une démarche pour opérationnaliser l'approche fragilité dans les programmes est produite	-Existence d'un document de stratégie interne sur l'opérationnalisation de l'approche fragilité
2.2 Des relais internes (référents) dans les coordinations provinciales sont accompagnés et soutenu dans leurs actions de diffusion et déploiement des approches	- Nombre de relais actifs dans les coordinations provinciales - Nombre et nature des actions de diffusion et de déploiement des approches
Activités principales SR 2 :	
<ul style="list-style-type: none"> ➔ Information/sensibilisation des équipes sur la stratégie et les approches d'intervention sur et dans la fragilité : <ul style="list-style-type: none"> - Lors de la réunion RepRDC – coordinations provinciales en octobre 2017 - Lors des missions d'appui aux interventions : programme Kasai Oriental/Lomami et Kwilu Kwango ➔ Premier travail d'identification des pratiques existantes dans les interventions en vue d'un travail ultérieur de capitalisation des pratiques innovantes et efficaces ➔ Animation d'un atelier interne « fragilités et Droits Humains » de 4 jours auquel ont participé 28 personnes, ATI et ATN, qui a permis : <ul style="list-style-type: none"> - Informer et former les ATI et ATN gouvernance et RC, ainsi que les membres des équipes programmes concernés sur les approches Droits Humains et Fragilités ; - Identifier les pratiques existantes sur le terrain ; - poser les bases d'une future stratégie et de son opérationnalisation. 	
Principaux résultats SR2	
<ul style="list-style-type: none"> - l'atelier « fragilités et Droits Humains » a permis de produire un premier document de référence sur l'opérationnalisation des approches - Un relai (ATI ou ATN), référent pour l'approche, a été identifié pour chaque programme provincial - Cinq (5) axes de travail ou actions ont été identifiés pour opérationnaliser l'approche 	

(Programme Tshopo, Kasai Oriental, Kwilu-Kwango ; programme santé ; programme EduMosu)

APPUI AUX PROGRAMMES	
Sous Résultat 3	Indicateurs
3. La qualité des interventions dans le champ de la gouvernance est améliorée par un appui aux programmes	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de missions d'appui aux programmes et interventions - Amélioration des résultats et impacts des interventions sur les questions de gouvernance.
<p>Activités principales SR 3 :</p> <ul style="list-style-type: none"> → Mission d'appui au Prodakor et au Prodekor pour faire le suivi de la mise en œuvre des stratégies de renforcement des capacités et d'appui à la gouvernance des deux programmes, et pour aider les équipes à identifier les priorités d'intervention et à définir les modalités de leur opérationnalisation → Mission d'appui au Prodadekk pour accompagner les équipes dans la priorisation de la stratégie RC/AI/Gouvernance 2018 et pour une meilleure prise en compte de l'approche « fragilités » dans la mise en œuvre des interventions → Animation d'une journée sectorielle interne sur la gouvernance routière dans le cadre des rencontres annuelles CTB/enabel en juin 2017 → Accompagnement à la prise de fonction de l'ATI RC/Gouvernance du programme provincial au Kasai Oriental / Lomami → Préparation et suivi de la mission de Backstopping EST Gouvernance / Infrastructure au Prodekor 	
<p>Principaux résultats SR3</p> <ul style="list-style-type: none"> - 5 appuis dont 4 missions d'appui aux interventions dans 2 programmes provinciaux, et 1 journée sectorielle sur la gouvernance routière ; - Il est trop tôt pour mesurer les effets des missions d'appui sur l'amélioration des résultats et impacts des interventions sur la gouvernance. Mais déjà des initiatives sont prises par les programmes provinciaux pour travailler différemment : mise en place d'une assistance technique de proximité aux administrations publiques au Kasai Oriental... 	

APPUI AUX PROGRAMMES	
Sous Résultat 4	Indicateurs
4. La compréhension, l'analyse et la prise en compte des contextes dans les interventions sont améliorées, et aide à la décision stratégique et opérationnelle	<ul style="list-style-type: none"> - Existence d'un instrument interne Enabel RDC pour analyser les évolutions de contexte - Nombre d'interventions s'appuyant sur cet instrument pour aider à la décision
Activités principales SR 4	

<ul style="list-style-type: none"> → Un inventaire des approches et méthodes et instruments existants (en interne ou utilisés par d'autres acteurs du champ de la coopération au développement) est en cours → Le travail pour formuler, expérimenter un instrument d'analyse rapide des contextes d'intervention n'est pas encore engagé.
<p>Principaux résultats SR4</p> <ul style="list-style-type: none"> - Instrument en cours d'élaboration

ROLE D'INTERFACE	
Sous Résultat 5	Indicateurs
<p>5. Les réflexions stratégiques sur la gouvernance, le renforcement des capacités et l'appui institutionnel sont améliorés</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de travaux de production (contribution aux formulations, rapports ; notes stratégiques et techniques...) réalisés - Evolution de la qualité des programmes et interventions (gouvernance, RC, appui institutionnel)
<p>Activités principales SR 5</p> <ul style="list-style-type: none"> → Contribution à la formulation du programme d'appui à la formation professionnelle et à l'insertion économique des jeunes dans les Provinces du Kwango et du Kwilu , «j'ose entreprendre » → Contribution au Rapport de Résultats 2017 → Contribution à l'élaboration du PAP 2018 → Production de notes internes : préparation du déplacement de l'ambassadeur de Belgique au Kasai Oriental, prise en compte des approches fragilité dans les interventions.... 	
<p>Principaux résultats SR5</p> <ul style="list-style-type: none"> - Contribution à la formulation d'un programme, au rapport de résultats 2017, à l'élaboration du PAP 2018 et de notes internes - Pas encore d'indicateur sur l'évolution de la qualité des programmes et interventions 	

ROLE D'INTERFACE	
Sous Résultat 6	Indicateurs
<p>6. Une veille sur les questions de Gouvernance en RDC et un travail d'interface en interne et avec l'extérieur est réalisé</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre et nature des documents, références, contacts.... Sur les questions de gouvernance - Qualité d'animation du réseau interne et des relations externes sur les questions de gouvernance
<p>Activités principales SR6</p> <ul style="list-style-type: none"> → Travail de veille documentaire sur la Gouvernance en RDC autour de 2 axes : « good 	

<p>gouvernance », gouvernance territoriale</p> <ul style="list-style-type: none"> ➔ Diffusion en interne de ressources en direction des équipes gouvernance et RC des programmes ➔ Interface avec les acteurs belges de la coopération non gouvernementale (ONG, Réseau), de la coopération gouvernementale ou multilatérale intervenant en RDC dans le champ de la Gouvernance ➔ Renforcement des relations avec les services de l’ambassade de Belgique en RDC sur les questions de Gouvernance, à la faveur de la transition de CTB vers Enabel et de l’installation dans le bâtiment de l’ambassade. ➔ A la demande de CTB Burundi et de HQ, encadrement et animation d’un atelier de prospective sur le futur de la coopération belgo – burundaise
<p>Principaux résultats SR6</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mise en place d’une base de ressources documentaires en cours - Contacts pris avec 4 ONG belges, 1 réseau (11.11.11), 1 université belge, l’ENA RDC, des agences multilatérales (Pnud, Unicef)... - Perspective d’un groupe de travail inter pays Enabel sur l’amélioration des interventions en contexte de fragilité (suite échange avec le Burundi)

IV. Analyse des résultats

Il est encore trop tôt pour pouvoir tirer des enseignements sur l’efficacité, la pertinence et l’impact de l’expertise technique et de la coordination sectorielle sur l’amélioration de la qualité des interventions, et sur l’évolution des marchés pour tiers. En effet, l’équipe ECT s’est mise en place progressivement et l’arrivée de l’ECT Gouvernance à mi-temps en juin 2017 a été l’occasion d’approfondir et de décliner opérationnellement la fonction, les missions, et le positionnement de l’expertise sectorielle dans l’organisation de la Représentation Enabel et des programmes en RDC.

Dans le champ de la gouvernance, les activités menées durant le second semestre permettent toutefois de noter que :

- La dynamique autour des approches fragilité et Droits de l’Homme contribue à stimuler l’innovation dans les pratiques d’intervention ; l’animation d’un réseau interne de pratiques devrait contribuer à maintenir la motivation et à améliorer la qualité des interventions dans le contexte particulièrement instable de la RDC ;
- La question de l’intervention dans et sur la fragilité devient centrale dans les missions d’Enabel (RDC, Burundi, Mali, Guinée....) ; une dynamique de réflexion transversale aux pays dans lesquels Enabel intervient pourrait être utile pour innover dans les stratégies et pratiques.

Dans le champ des Marchés Publics et de la Logistique, nous avons consolidé notre approche de gestion des MP et de la Logistique en regroupant du personnel venant de différents services antérieurs. Une action importante a été menée dans le domaine de l’uniformisation des procédures et méthodologies au sein du Centre de Services MP/Log. Cette même action doit maintenant être menée également en collaboration avec les interventions afin d’assurer une cohérence complète entre le Centre et les interventions. Parallèlement à cela, il y aura la mise à disposition en 2018 d’un moyen très utile à la gestion MP : mise en ligne de la base de données MP, déjà opérationnelle au niveau de la Cel MP du Centre de Service MP/Log. Ceci permettra de suivre et de consulter tous les dossiers MP en n’importe quel état qu’ils se trouvent (digitalisation, transparence). Tout ceci a été réalisé tout en assurant la continuité du service MP.